

La Filière Automobile réaffirme son engagement :

**SIGNATURE DE LA 2^{ème} CHARTE COMMUNE DES ACTEURS
DE LA FILIERE AUTOMOBILE SUR LA RESPONSABILITE
SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)**

Des exigences partagées par l'ensemble des acteurs de la filière

La PFA est une association de loi 1901 créée en 2009 qui représente les acteurs industriels de l'automobile et du transport routier en France. Elle a pour objet de définir et mener les actions contribuant au renforcement de la filière. Les ARIA (Associations Régionales des Industriels de l'Automobile) représentent la PFA en région.

L'industrie automobile en France représente 4000 entreprises, 500 000 emplois, 6,5 milliards € de R&D. Elle est la 1^{ère} filière du pays en nombre de brevets déposés.

En 2010, les acteurs de la PFA signaient une charte commune sur la responsabilité sociale et environnementale.

En 2016, les membres de la PFA ont souhaité réaffirmer leurs engagements par la signature d'une seconde charte, enrichie des enseignements de ces 6 dernières années et nourrie du dialogue parties prenantes mis en place en 2015.

Par cette charte, la PFA s'engage ainsi à partager les bonnes pratiques avec l'ensemble de ses acteurs. L'objectif est de formaliser sa responsabilité et de diffuser une démarche RSE dans toute la chaîne d'approvisionnement et dans tous les secteurs des entreprises afin qu'elle devienne un véritable levier de performance et de compétitivité.

En reconnaissant les bénéfices de la RSE, la filière (ci-après dénommée PFA) se donne aujourd'hui les moyens de pérenniser durablement l'automobile comme un vecteur de performance économique, sociale et environnementale pour que les générations futures puissent elles aussi profiter pleinement d'une mobilité durable.

Cette charte est organisée autour des 6 grands volets de la RSE que sont : les droits de l'Homme, les droits du Travail, la Responsabilité sociétale, l'Environnement, l'Ethique de conduite des affaires et la Lutte contre la corruption.

Elle ne se substitue pas aux référentiels ou chartes que pourront adopter ou ont déjà adoptés les signataires ou les entreprises qu'ils représentent.

Droits de l'Homme

- **Atteinte aux droits humains et à la dignité**

La PFA considère qu'il est de la responsabilité de ses membres de prévenir les situations ou actes de complicité de violation des droits humains fondamentaux. A ce titre, elle condamne le manquement de respect, l'atteinte aux droits et à la dignité des personnes, les mauvais traitements verbaux ou physiques et toute forme de discrimination.

- **Lutte contre les harcèlements**

La PFA condamne le harcèlement sexuel et moral. Tout salarié a le droit de travailler dans un environnement sain, au regard des réglementations et usages en vigueur.

Droits du Travail

En ligne avec les principes universels du Pacte Mondial adoptés à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies (ONU), les acteurs de la PFA qui ont adhéré à ce Pacte, s'engagent à demander à leurs propres fournisseurs d'en respecter les principes.

- **Abolition effective du travail des enfants**

La PFA incite les acteurs de la filière à prendre toutes les mesures nécessaires pour que le travail des enfants soit strictement prohibé. Les jeunes travailleurs en âge légal de travailler doivent être exemptés de tout travail qui par sa nature ou ses conditions d'exécution pourrait mettre en péril leur intégrité physique ou morale.

- **Elimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire**

La PFA s'engage à rejeter tout recours au travail forcé et obligatoire.

- **Elimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession**

La PFA s'engage à rejeter toute discrimination et affirme notamment sa volonté de poursuivre une politique en faveur de l'insertion professionnelle et de l'emploi des personnes en situation de handicap.

- **Liberté d'association**

La PFA reconnaît la liberté syndicale et le droit des travailleurs à s'organiser librement dans le cadre des législations en vigueur. Elle récuse toute discrimination à l'encontre des représentants syndicaux ou d'autres formes librement choisies de représentation des salariés en conformité avec les lois locales et internationales.

- **Formation professionnelle**

La PFA rappelle que la formation est un enjeu majeur pour la filière automobile. La filière s'engage à travailler sur l'employabilité du personnel de la filière pour l'accompagner dans les évolutions des métiers et anticiper les compétences de demain.

A ce sujet, la PFA conseille aux entreprises de la filière de préparer et développer les compétences de demain en favorisant la formation continue dans le souci d'accompagner les mutations du secteur. Un des objectifs est de valoriser l'expérience, la formation et les savoirs faire des seniors tout en veillant à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes.

La PFA demande aux acteurs de la filière de prendre une part active aux dispositifs de formation professionnelle tels que négociés par les partenaires sociaux lors des différents accords interprofessionnels (ANI), en favorisant notamment l'accès au dispositif de formation continue et à l'apprentissage.

▪ **Rémunération**

La PFA reconnaît le principe d'une juste rétribution du travail et respecte les prescriptions de la convention n°100 de l'OIT concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale.

Elle veillera à ce que les rémunérations soient au moins égales aux minima légaux et conventionnels applicables. Ces rétributions doivent intégrer tous les avantages connexes imposés par la réglementation applicable, en particulier les taxes et contributions finançant la protection sociale du travailleur et refléter l'équité salariale à niveau de diplôme, de compétence et de responsabilité identiques.

▪ **Temps de travail**

La PFA rappelle à chacun des acteurs de la filière de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la durée de travail ne puisse excéder celle fixée par les lois, règlements et conventions collectives applicables. En l'absence de réglementation clairement établie, elle préconise que soient appliquées les conventions fondamentales de l'OIT.

▪ **Santé, sécurité et bien-être au travail**

La PFA incite l'ensemble des acteurs à décliner des politiques de santé et de sécurité au travail, efficaces, en y associant les parties prenantes adéquates, notamment les instances représentatives du personnel, chacun selon ses différents champs de responsabilité.

Une attention particulière est également portée à la prévention des risques professionnels, à la qualité de vie au travail, ainsi qu'à l'amélioration continue de l'ergonomie des postes de travail

Responsabilité sociétale

▪ **Favoriser les territoires d'implantation**

La PFA demande à l'ensemble des acteurs de privilégier les populations locales des territoires d'implantation en favorisant l'emploi et la formation de ces populations. En privilégiant ainsi l'intégration des ressources humaines locales, elle donne une chance au tissu économique et social de la région de se développer.

▪ **Favoriser l'intégration de l'automobile dans la société**

La PFA rappelle que la filière doit continuer à développer des technologies pour mieux intégrer l'automobile dans la société et son environnement et ce, par les moyens suivants :

- Contribution à une plus grande facilité de déplacement
- Amélioration de l'accessibilité économique et physique des véhicules
- Amélioration de la sécurité du conducteur, des passagers et des autres usagers de la route
- Promotion de la connectivité des véhicules et des services associés

▪ **Promouvoir la sécurité routière**

La PFA et ses membres s'engagent à respecter les exigences et les recommandations de bonnes pratiques de la norme ISO 39001 sur le management de la sécurité routière afin de participer et contribuer à la Décennie d'action pour la sécurité routière lancée par les Nations Unies (ONU) en 2011.

▪ **Favoriser l'intégration des jeunes dans l'univers automobile**

La PFA et ses membres s'engagent à favoriser l'accès des jeunes au monde de l'entreprise par des actions de sensibilisation, de formation et d'insertion. Elle favorise pour cela le développement de la formation en alternance notamment via l'apprentissage.

▪ **Participer aux rénovations nécessaires des formations**

La PFA s'engage à participer aux côtés du corps enseignant à l'amélioration des dispositifs de formation pour assurer à tous les niveaux l'adéquation des compétences aux besoins des entreprises.

▪ **Promouvoir les métiers de la filière**

La PFA s'engage à ce que l'information nécessaire concernant les métiers et carrières possibles au sein de la filière soit transmise au corps enseignant, aux responsables d'orientation, aux jeunes et à leurs parents.

▪ **Favoriser l'insertion sociale**

La PFA s'engage à favoriser des actions d'entrepreneuriat social ou de mécénat destinées à lever les obstacles de mobilité des personnes en situation de précarité pour leur faciliter l'accès à l'emploi, et plus largement à contribuer au droit de la mobilité des publics fragiles.

▪ **Soutenir des projets éducatifs**

La PFA s'engage à soutenir et promouvoir des projets pédagogiques et éducatifs, en y associant notamment les salariés et les autorités locales.

Environnement

La PFA demande à l'ensemble des acteurs de la filière de développer une démarche de prévention des impacts environnementaux de ses activités en favorisant les moyens de recherche et développement pour mettre au point des produits, des services et des technologies à la fois innovants et plus respectueux de l'environnement.

Elle veillera à ce que l'industrialisation de ces solutions se fasse en optimisant l'empreinte environnementale et que leur diffusion prenne pleinement en compte les différentes étapes du cycle de vie.

▪ **Concevoir les produits et des services adaptés aux défis environnementaux et santé**

- La PFA rappelle que la filière doit appliquer des règles de conception avec les objectifs suivants :
- Réduire la consommation d'énergie des véhicules afin de limiter l'épuisement des ressources (pétrole, gaz, eau...)
 - Limiter les émissions polluantes et sonores des véhicules et de leur impact sur la santé pour contribuer à la réduction du bruit urbain et à l'amélioration de la qualité de l'air

- Favoriser l'emploi de matières premières secondaires et de produits issus de l'économie circulaire
- Réduire les nuisances vibratoires

▪ **Déployer le management environnemental dans l'entreprise**

La PFA rappelle à l'ensemble des acteurs la nécessité de maîtriser les ressources non renouvelables, réduire leur consommation, veiller au recyclage de façon à limiter la production de déchets.

Elle encourage les démarches volontaires de certification de type ISO 14001 visant à identifier les risques selon la nature des activités et des installations, à mettre en place des stratégies d'amélioration permanentes et de vérification de la tenue des objectifs.

Elle rappelle à l'ensemble des acteurs de la filière la nécessité d'un suivi spécifique des produits et déchets dangereux.

Elle demande à l'ensemble des acteurs de la filière :

- de s'assurer que les différents composants et pièces destinés à l'automobile respectent bien les lois et réglementations locales ou internationales prohibant notamment l'utilisation de certaines substances chimiques, matériaux ou produits considérés comme étant dangereux pour l'homme ou l'environnement.
- de tout mettre en œuvre pour tendre à éliminer tout produit, matériau ou substance bannis par la réglementation nationale ou européenne du fait d'effets particulièrement préoccupants sur l'homme et l'environnement.

▪ **Favoriser la communication environnementale**

La PFA s'engage à promouvoir auprès des acteurs de la filière des actions de communication et de sensibilisation sur les enjeux du respect de l'environnement pour que les différentes problématiques soient comprises par l'ensemble des parties prenantes et intégrées dans leur démarche de progrès au quotidien.

Ethique de conduite des affaires

▪ **Respect du droit de la concurrence**

La PFA rappelle aux acteurs de la filière de se conformer strictement aux règles et lois du droit de la concurrence applicables dans l'Union Européenne et dans chaque Etat où les parties prenantes exercent leurs activités, étant rappelé que ces droits interdisent notamment les ententes, formelles ou informelles, les accords, projets, arrangements ou comportements coordonnés entre concurrents concernant leurs prix, leurs territoires, leurs parts de marché ou leurs clients.

Les membres de la PFA veillent donc à diffuser et à faire respecter ces principes par leurs salariés et cadres dirigeants lors de leurs relations commerciales.

▪ **Code de performance et de bonnes pratiques**

La PFA et ses membres reconnaissent les principes du code de performance et de bonnes pratiques relatif à la relation client-fournisseur au sein de la filière de la construction automobile, signé le 9 février 2009.

▪ Communication, marketing responsable et Protection des données personnelles

La PFA évalue et pilote de façon responsable les conséquences environnementales, sociales et sociétales des moyens qu'elle met en œuvre et des messages qu'elle élabore, messages établis dans un souci constant de vérification et de sincérité des informations délivrées.

Elle s'engage à respecter les principes de la communication écoresponsable en accord avec la charte de l'Union des Annonceurs.

Les entreprises membres de la PFA s'engagent par ailleurs à protéger les données personnelles en leur possession, dans le strict respect des lois et réglementations en vigueur.

Lutte contre la corruption

La PFA insiste sur l'absolue nécessité d'agir contre la corruption sous toutes ses formes, extorsion de fonds et pots-de-vin en sensibilisant notamment les différentes parties prenantes aux enjeux et conséquences de ce type de comportement.

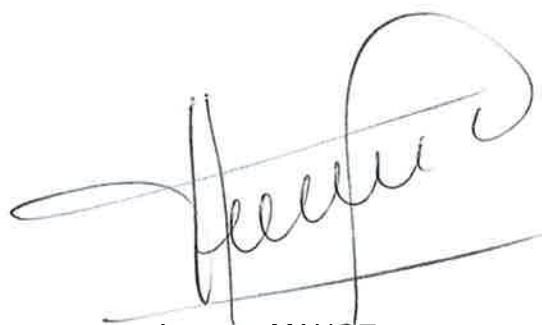
Elle recommande aux acteurs de la filière de mettre en place, au sein des différentes organisations, les dispositifs nécessaires pour éviter toute situation de conflits entre les intérêts des entreprises et les intérêts personnels des collaborateurs et de leurs proches.



Michel ROLLIER
Président de la PFA



Christian PEUGEOT
Président du CCFA



Jacques MAUGE
Président de la FIEV



Patrick CHOLTON
Président de la FFC



Bruno GRANDJEAN
Président de la FIM



Luc MESSIEN
Président du GPA



Christian LEYS
Président du SNCP

